

EU CHARADE

Discours

Place du Luxembourg, Bruxelles, le 9 septembre 2026

Ordre	Intervenant	Pays
1	Jeanine Evrard	Belgique
2	Pierre-Emmanuel Picard	France
3	Eivind Salen	Norvège
4	Volker Tschischke	Allemagne
5	James Graham	Italie
6	Berta Caballero	Espagne
8	Gerrit Bulten	Pays-Bas
9	Felicita Medved	Slovénie
10	Nicolas Bour	France
11	Klemens Schmiederer	Allemagne
12	Hildegunn Flengstad	Norvège
13	Sébastien Geolotrain	France
14	Kalju Tamme	Estonie
15	Sanda Čingule	Lettonie
16	Gordana Cuissot Labus	Croatie
17	Randi Lintrup	Danemark
18 et 19	Lucia Minunno et Erica Tedino	Italie
20	Jean-Michel Serres	France
21	Gustaf Lennström	Suède
22	La Gaume en péril	Belgique
23	Brenda Dowling	Irlande
24	Katarína Ondrušová	Slovaquie et République tchèque
25	Bjarne Jensen	Norvège
26	Dieter Bernard Hahn	Allemagne
27	François Cousin	Belgique

EU CHARADE

1 Jeanine Evrard

Belgique / Nos territoires ne sont pas à vendre

Mesdames et Messieurs,
Chers amis de toute l'Europe,

Je m'appelle Jeanine Evrard. Je viens du Condroz, une région de Wallonie en Belgique. Je suis cofondatrice d'EU CHARADE.

Je suis ravie de vous voir si nombreux ici. Merci d'être venus nous soutenir.

Nous avons tous travaillé dur pendant des semaines. Et c'est grâce à chacun d'entre vous que nous sommes réunis ici aujourd'hui.

Aujourd'hui, nos villages ne sont plus isolés. Nous sommes unis, venus de toute l'Europe.

Dans le Condroz, les habitants se battent depuis plus de 20 ans. Ailleurs en Europe, les gens vivent exactement la même situation.

De nouvelles éoliennes gigantesques font leur apparition dans nos campagnes — elles peuvent atteindre jusqu'à 250 mètres de haut.

Un projet est rejeté.

Les habitants s'y opposent.

Le conseil municipal émet un avis défavorable.

Mais le promoteur revient à la charge.

Combien de refus faudra-t-il ? Un ? Deux ? Cinq ? Huit ? Dix ?

Ils déplacent une éolienne. Ils changent le nom du projet. Et puis ils recommencent.

Ça suffit !

Est-ce encore de la consultation ? Ou s'agit-il d'une guerre d'usure, répétée jusqu'à ce qu'une communauté épuisée finisse par abandonner ?

C'est une forme de harcèlement psychologique et territorial. C'est antidémocratique.

Les citoyens devraient être entendus. Pourtant, trop souvent, les réunions d'information publique préalables au dépôt d'une demande ne sont guère plus que des opérations de relations publiques.

Pourquoi dissimuler la réalité ? Un projet de développement industriel devient un « parc éolien ». Des hectares de panneaux solaires dans un parc naturel deviennent un « biotope solaire ». Pour nous, c'est du greenwashing.

Un investissement financier n'équivaut pas à un consentement. Acheter des actions ne permet pas d'acheter le soutien d'un village.

Et l'énergie éolienne et solaire serait censée être bon marché ? Vraiment ? Qui finance les réseaux électriques ? Le stockage ? Les centrales de secours nécessaires lorsque le vent tombe ? Les subventions publiques ?

Ce greenwashing détruit la confiance. « À quoi bon ? Tout est déjà décidé », disent les habitants. C'est là le véritable signal d'alarme.

Que demandons-nous ? Le respect des refus répétés. La vérité sur l'ensemble des coûts. Des discours qui ne masquent plus la réalité industrielle. Et aucun projet sans véritable consentement local.

Notre campagne n'est pas une zone industrielle.

Nos villages ne sont pas à vendre.

Et notre silence ne signifiera jamais notre consentement.

Merci.

EU CHARADE

NOTES FACTUELLES ET SOURCES

Ces notes ne font pas partie du texte prononcé. Elles permettent de distinguer les faits vérifiables, les témoignages locaux et les opinions politiques.

Des éoliennes atteignant 250 mètres dans le Condroz

Une pétition de 2026 du Collectif Condroz concernant des projets soumis à enquête publique fait explicitement référence à des éoliennes de 250 mètres de haut.

<https://collectif-condroz.be/wp-content/uploads/2026/02/260209-ClavEol-PETITION-FINAL.pdf>

Recours en matière d'éolien depuis 2003

Le Parlement wallon indique que les premiers recours dans le cadre du nouveau système ont été introduits à partir de mars 2003. La référence à la mobilisation locale dans le Condroz depuis 2003 reflète également la mémoire collective des habitants.

<https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?iddoc=22574&p=interp-questions-voir&type=28>

Projets modifiés et présentés à nouveau

La page du projet « Clavier » du promoteur fait état des modifications apportées au projet, d'un refus en août 2021, d'une étude complémentaire soumise à l'enquête publique en octobre 2021 et d'un nouveau refus ministériel en mars 2022.

https://wind.eneco.be/fr/windfarm/clavierbois_et_borsu_fr/

Le terme « biotope solaire »

Le Parc naturel des Hautes Fagnes-Eifel décrit officiellement un programme d'installations photovoltaïques au sol appelé « biotopes solaires ». Dans ce discours, le « greenwashing » est un jugement politique, et non une constatation juridique.

<https://botrange.be/project/installations-photovoltaïques-au-sol-respectueuses-des-aspects-paysagers-environnementaux-et-sociaux-2024-2026/>

Réseaux, stockage et flexibilité

Les textes européens reconnaissent que l'intégration d'une production renouvelable variable nécessite de la flexibilité, notamment au niveau des réseaux, du stockage, de la réponse à la demande et des capacités dispatchables.

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:C_202502015

EU CHARADE

2 Pierre-Emmanuel Picard

France / Danger pour la démocratie

Nous ne sommes pas les ennemis de l'Europe

Mes amis, merci d'être ici, au cœur de l'Europe.

Nous sommes des citoyens. Des agriculteurs, des voisins, des scientifiques, des gens qui aiment nos paysages. Nous venons de toute l'Europe, et nous avons une chose en commun : nous posons des questions.

Et pourtant, un rapport publié par le lobby de l'industrie éolienne vient de décider que poser des questions est un crime.

Il affirme que si vous vous inquiétez pour votre paysage, vous êtes un agent de désinformation. Que si vous remettez en question le coût réel d'un projet, vous avez été manipulé. Que si vous défendez une forêt ou un littoral, vous êtes, au fond de vous... un ennemi de l'Europe.

C'est ce qu'ils veulent vous faire croire. Et aujourd'hui, ensemble, nous disons : non.

Alors posez-vous d'abord la question : qui parle ? Ce n'est ni une université, ni un juge, ni un scientifique indépendant. Ce rapport émane de l'association qui représente précisément ceux qui construisent et vendent des éoliennes.

Lorsqu'un lobby qualifie de « désinformation » les critiques portées à son modèle économique, il ne défend pas la vérité. Il défend ses revenus.

Et comment s'y prend-il ? Il a passé au crible plus de quarante mille publications et en a classé des dizaines de milliers comme — je cite — « liées » à la désinformation. « Liées ». Pas « fausses ».

Ils l'admettent même : ces messages « ne contiennent pas nécessairement de fausses informations, mais s'inscrivent dans des discours opposés ». Un message est pris en compte non pas parce qu'il est faux, mais parce qu'il s'oppose.

Ils n'ont pas prouvé que nous mentionnons. Ils ont décidé que le désaccord était un mal.

Pourtant, de quoi parlons-nous ? De la stabilité du réseau électrique — une question d'ingénierie. Du coût réel et total, avec le stockage et les systèmes de secours — de l'arithmétique, pas de la propagande. Des oiseaux, des sols bétonnés, des pales qui ne peuvent pas être recyclées — des faits, mesurables et documentés, pas des « impressions trompeuses ».

Transformer un débat scientifique en délit — voilà la véritable manipulation.

Et pour nous diffamer, ils invoquent trois fantômes à chaque page : la Russie, l'extrême droite, l'argent du pétrole — jusqu'à ce que le soupçon rejaillisse sur l'agriculteur qui défend son champ et le maire qui défend sa ville. Lorsque les citoyens s'organisent par-delà les frontières, on parle d'un réseau suspect.

Lorsque l'industrie fait pression à travers l'Europe, c'est de la « bonne gouvernance ».

Notre coordination est un complot ; la leur, une vertu. Nous rejetons ce deux poids, deux mesures.

Et maintenant, le point le plus grave. Ce rapport ne se contente pas de nous décrire — il demande que l'on nous réduise au silence. Il demande à la Commission de « perturber cette activité » et aux plateformes de « contenir » nos propos. Nos propos : les propos de citoyens défendant le lieu où ils vivent.

Mais il existe en Europe un texte appelé la Convention d'Aarhus, qui nous garantit le droit de participer aux décisions qui concernent notre environnement. Ce droit n'est pas un privilège. C'est un pilier de notre démocratie.

Qu'ils entendent donc bien ceci : de quel droit un lobby industriel décide-t-il quelles voix citoyennes ont encore le droit de s'exprimer ?

EU CHARADE

Et soyons précis, car ils mélangent tout exprès. Alors disons-le clairement, la tête haute.

La violence — le sabotage, les incendies criminels, les menaces contre les agriculteurs ? Nous la condamnons, sans la moindre hésitation. Ces gens-là ne sont pas des nôtres. Les mensonges grossiers — l'éolienne qui provoquerait le cancer, les fables sur les infrasons ? Nous n'en avons pas besoin, et nous ne les défendons pas.

Ce que nous défendons, c'est l'opposition pacifique, la défense de nos paysages, la critique honnête des coûts, l'exigence de transparence.

C'est pourquoi nous sommes inattaquables : nous ne défendons ni la violence ni les mensonges — et personne ne nous réduira au silence à cause des fautes d'autrui.

Mes amis, ce rapport mène un combat qui n'est pas le bon. La véritable menace pour l'Europe, ce n'est pas le citoyen qui pose une question — c'est le silence qu'on veut lui imposer. Une Europe qui traite la divergence d'opinion comme une maladie ne se protège pas : elle s'appauvrit.

Nous ne demandons qu'une seule chose : qu'on cesse de nous traiter comme des ennemis de l'Europe — nous qui l'aimons suffisamment pour vouloir en débattre.

Nous ne sommes pas de la désinformation. Nous sommes la démocratie. Et la démocratie ne se laissera pas museler.

Merci. Vive l'énergie honnête, vive le débat, vive l'Europe des citoyens.

EU CHARADE

3 Eivind Salen

Norvège | L'énergie éolienne a changé notre vie pour le pire

Discours EU CHARADE Eivind Salen Motvind Norge (Norvège)

Bonjour à tous ! Je vais vous parler de l'industrie éolienne du point de vue d'un Norvégien, de la manière dont elle s'est implantée chez nous et a transformé notre système électrique, nos vies et notre magnifique nature, pour le pire.

Nous disposions déjà d'un excellent réseau électrique, avec un excédent confortable, reposant sur notre énergie hydraulique propre. Le combustible est propre : c'est l'eau gratuite issue de la pluie et de la neige qui s'abat sur nous. Nous en avons en abondance. Et nous avons de nombreuses montagnes pour la stocker. Cette électricité facilement accessible et peu coûteuse constituait le fondement de notre industrie et de notre système de protection sociale. Le pétrole est une ressource temporaire, tandis que l'eau coule pour toujours.

Mais ce qui nous a le plus frappés, c'est la façon dont l'industrie éolienne s'attaque à notre nature et à nos paysages tant chéris, en particulier sur notre littoral si particulier, avec ses célèbres montagnes et ses fjords, du sud au nord. En Norvège, nous sommes très attachés à nos paysages, à notre nature et à nos panoramas ; c'est sur cela que nous avons bâti notre identité nationale.

Je ne trouve pas de mot plus approprié que « violent » : cela semble vraiment violent lorsque ces magnifiques espaces de nature sauvage et intacts sont détruits et littéralement balayés pour faire place à des parcs éoliens industriels et dystopiques, dont nous connaissons tous si bien la taille, le bruit et les mouvements. Beaucoup de Norvégiens comparent ce sentiment de perte à la douleur de perdre un ami cher ou un membre de leur famille.

C'est peut-être parmi les peuples autochtones, les Samis, que l'industrie éolienne frappe le plus durement. Ils sont encore plus liés à la nature et aux paysages : depuis des centaines d'années, ils y vivent et y élèvent leurs rennes. La Norvège fait partie des pays qui se sont le plus engagés pour protéger les droits des peuples autochtones et les inscrire dans la loi. Désormais, leurs droits sont protégés par la Charte des droits de l'homme, qui prime sur les autres lois de notre société. Le 11 octobre 2021, la Cour suprême de Norvège a statué en faveur des éleveurs de rennes sames dans leur procès contre Fosen Vind et les parcs éoliens de Storheia et Roan, situés à Fosen, dans le comté de Trøndelag, en Norvège.

Il est navrant de constater que les éoliennes de Fosen continuent de fonctionner et que les éleveurs de rennes n'ont pas récupéré leurs terres. Le gouvernement n'a pas respecté le jugement de la Haute Cour.

Je ne dirai pas que c'est contre cela que nous nous battons, mais je dirai plutôt que c'est pour cela que nous nous battons : notre société, notre nature et nos droits fondamentaux. C'est à ce point important pour nous, et avec ce message, je pense que nous sommes invincibles.

EU CHARADE

4 Volker Tschischke

Allemagne | Protection des consommateurs face à l'éolien

Version allemande

Président ou « Kettenmann » Par erreur, j'ai signé l'annonce de cette mascarade européenne en utilisant « Kettenmann » au lieu de « président ». À bien y réfléchir, ce terme est d'ailleurs tout à fait approprié.

Si l'on considère que la transition énergétique est le projet le plus antisocial de ces dernières décennies, on pourrait aussi dire qu'il s'agit ici d'un « Robin des Bois à l'envers ».

En tant qu'organisation de défense des consommateurs et de protection de l'environnement, nous constatons de plus en plus que la population se retrouve de plus en plus enchaînée, si l'on observe l'évolution des prix sur le marché de l'énergie. À cela s'ajoute un cadre juridique de plus en plus précaire.

Entre-temps, on a qualifié les éoliennes de « technologies de sécurité » et de « technologies de santé », ce qui est tout simplement faux. Cela n'est pas conforme à la Loi fondamentale et à la Constitution allemande, comme l'ont constaté il y a quelque temps déjà d'éminents constitutionnalistes. Des recours sont en cours de préparation.

Les consommateurs et la protection de la nature sont-ils mis aux fers par des lois sans cesse renouvelées ? La détérioration des facteurs d'implantation, induite par la politique, se reflète dans les chiffres économiques : une hausse de 20 % des faillites entre 2022 et 2023, suivie d'une augmentation à deux chiffres en 2024. Le bilan des investissements directs fait état, pour 2022, de sorties nettes vers l'étranger atteignant un niveau record d'environ 130 milliards d'euros, et de 100 milliards d'euros en 2023. Depuis début 2021, les prix moyens de l'électricité ont augmenté de 40 % et ceux du gaz de 90 %. (www.destatis.de).

Ces dérives trouvent malheureusement leur origine dans l'instrumentalisation, précisément, du problème du réchauffement climatique – si important pour la planète –, dont les responsables politiques abusent pour s'immuniser, par une sorte d'hypermoralité, contre toute argumentation et imposer leur propre agenda.

Dans ce pays, il n'est pratiquement plus possible de remettre en cause publiquement la transition énergétique sous sa forme actuelle sans que certains think tanks financés par l'État ou certains médias ne tentent de discréditer personnellement les détracteurs.

Il faut toutefois dénoncer les dérives pour pouvoir y remédier.

Dès les premières lignes de son rapport du 7 mars 2024 intitulé « Mise en œuvre de la transition énergétique sous l'angle de la sécurité d'approvisionnement, de l'accessibilité financière et de la compatibilité environnementale de l'approvisionnement en électricité », la Cour des comptes fédérale constate ce qui suit : « La transition énergétique n'est pas en bonne voie en matière d'approvisionnement en électricité : la sécurité d'approvisionnement est menacée, l'électricité est chère et le gouvernement fédéral n'est pas en mesure d'évaluer de manière exhaustive les répercussions de la transition énergétique sur le paysage, la nature et l'environnement. »

Präsident de Vernunftkraft NRW e.V.

Association pour la protection des consommateurs

EU CHARADE

Version anglaise

Président ou « Man of Chains » (l'homme aux chaînes) Par erreur, j'ai signé la déclaration concernant la mascarade de l'UE en utilisant « Man of Chains » au lieu de « Président ». À bien y réfléchir, ce terme est toutefois très approprié.

Si l'on considère que la transition énergétique est le projet le plus socialement injuste de ces dernières décennies, on pourrait également dire qu'elle s'apparente à un « Robin des Bois à l'envers ».

En tant qu'organisation dédiée à la protection des consommateurs et à la préservation de l'environnement, nous constatons de plus en plus que le public est soumis à des contraintes croissantes lorsqu'il examine l'évolution des prix sur le marché de l'énergie.

À cela s'ajoute une situation juridique de plus en plus précaire.

Les éoliennes en sont même venues à être décrites comme dotées de « technologies de sécurité » et de « technologies de santé », ce qui est tout à fait faux. Cela va à l'encontre de la Loi fondamentale et de la Constitution allemande, comme l'ont confirmé il y a quelque temps déjà d'éminents spécialistes du droit constitutionnel. Des recours juridiques sont actuellement en cours de préparation.

Les consommateurs et la protection de la nature sont-ils de plus en plus entravés par des législations sans cesse renouvelées ?

La détérioration des facteurs d'implantation, induite par la politique, transparaît clairement dans les chiffres économiques : une hausse de 20 % des faillites d'entreprises entre 2022 et 2023, suivie d'une augmentation à deux chiffres en 2024. La balance des investissements directs affiche des sorties nettes record vers l'étranger, d'environ 130 milliards d'euros en 2022 et 100 milliards d'euros en 2023. Depuis le début de l'année 2021, les prix moyens de l'électricité ont augmenté de 40 % et ceux du gaz de 90 %. (Source : Office fédéral des statistiques) Ces évolutions malavisées découlent malheureusement de l'exploitation du problème bien réel du réchauffement climatique — une question d'une importance cruciale pour notre planète — dont les décideurs politiques ont abusé. Ils se drapent dans un air d'autorité morale absolue pour se rendre insensibles à toute objection et imposer leurs propres agendas respectifs. Dans ce pays, il est devenu pratiquement impossible de remettre publiquement en question la transition énergétique sous sa forme actuelle sans se heurter aux tentatives de certains think tanks ou médias financés par l'État visant à discréditer personnellement ceux qui expriment des inquiétudes.

Pourtant, les dérives doivent être dénoncées nommément si l'on veut qu'elles soient un jour corrigées. Dès les premières lignes de son rapport daté du 7 mars 2024 sur la mise en œuvre de la transition énergétique au regard de la sécurité d'approvisionnement, de l'accessibilité financière et de la durabilité environnementale de l'approvisionnement en électricité, la Cour des comptes fédérale déclare ce qui suit : « La transition énergétique dans le secteur de l'électricité a dévié de sa trajectoire : la sécurité d'approvisionnement est menacée, l'électricité est devenue chère et le gouvernement fédéral n'est pas en mesure de fournir une évaluation exhaustive des impacts de la transition énergétique sur les paysages, la nature et l'environnement. »

Président de Vernunftkraft NRW e.V.
Association pour la protection des consommateurs

EU CHARADE

5 James Graham

Italie | Le monde peut éviter une catastrophe environnementale

Le monde peut éviter une catastrophe environnementale. En Europe, la crise climatique ravage les campagnes ! Cet été, nous avons connu les températures les plus élevées jamais enregistrées, provoquant des incendies de forêt gigantesques, détruisant des forêts, décimant de vastes étendues de terres agricoles et réduisant des habitations en cendres. Les températures ont été insupportables pour le bétail et les récoltes sont compromises. Tous les pays européens sont en alerte rouge, les agriculteurs sont désespérés.

Par coïncidence, ces dernières années, on a également assisté à une multiplication exponentielle des installations de production d'énergie électrique, imposées sans discernement sur nos terres agricoles fertiles. Y a-t-il un lien ?

La chaleur excessive dégagée par les infrastructures électriques représente un grave risque d'incendie, comme on l'a vu il y a un peu plus d'un mois au nord d'Athènes, lorsque le câblage d'une éolienne a surchauffé et brûlé 35 000 hectares de terres vierges ! Ici, où je vis, dans le centre de l'Italie, 2026 a été une année terrible.

À la mi-juillet, des grêlons de la taille de balles de golf ont détruit les cultures, les vergers, les oliveraies et les vignobles ! Il n'y aura pas de miel cette année non plus, les abeilles sont épuisées rien qu'à force de maintenir leur reine en vie. Les températures annuelles record, associées à une longue sécheresse estivale, poussent de nombreux agriculteurs, déjà appauvris, à la faillite.

En réalité, leur seule issue est de vendre leurs terres fertiles à des spéculateurs du secteur de l'énergie pour qu'elles soient transformées en friches industrielles. Et pour quoi faire ? « Nous devons résoudre la crise climatique », insiste le faux lobby vert. Parlent-ils de la crise climatique qui a été créée par les humains au départ ? Nous vivons aujourd'hui la quatrième révolution industrielle, où les investisseurs du secteur de l'énergie peuvent s'enrichir, et même devenir très riches ! Ce sont les mêmes investisseurs qui possédaient autrefois des mines de charbon, des plateformes pétrolières et des gisements de gaz, sauf qu'aujourd'hui, ce sont des parcs éoliens et solaires qui alimentent les dieux technologiques de l'IA, des centres de données, du cloud computing et des robots. Plus de technologie, plus d'extraction de matières premières, plus d'électricité, plus de consommation. Combien de temps allons-nous encore laisser ce rat courir dans sa roue hédoniste ? Il ne fait que courir et courir... sans aller nulle part... pour finir par mourir d'épuisement ! D'ici 2050, nous aurons besoin de TROIS FOIS plus d'électricité pour alimenter la société du capitalisme de surveillance. Des robots repasseront mes chemises et s'occuperont de mes parents âgés. Mon cerveau risque de devenir superflu. Les citadins se moquent bien de la campagne.

Pourquoi s'en soucieraient-ils ? Ils n'y vivent pas. Leur réalité quotidienne est, par définition, très éloignée de la nature. Je le sais parce que

j'ai moi-même vécu en ville pendant plus de 35 ans. C'est sympa de sortir de la ville pour pique-niquer sous une éolienne, une bonne façon de montrer sa solidarité avec le mouvement écologiste ! Ce qui intéresse VRAIMENT les citadins, c'est de gagner de l'argent, et à la campagne, il y a un espace infini pour installer d'énormes infrastructures sans se soucier de la faune, du patrimoine culturel et des moyens de subsistance qui seront détruits en conséquence. On ne peut pas arrêter le « progrès », disent-ils. Sauf que le « progrès » issu des trois dernières révolutions industrielles a conduit notre planète – GAIA – au bord de l'EFFONDREMENT, au point de non-retour, au point de basculement.

Aujourd'hui, nous répétons exactement le même cycle, mais cette fois-ci, le prix à payer sera trop élevé. Nos écosystèmes et notre biodiversité s'effondrent sous nos yeux. Toute personne vivant à la campagne a le droit de protéger ses terres et ses biens contre l'industrialisation, la dévaluation et la dévastation. Les

EU CHARADE

entreprises et les investisseurs à l'origine de ces projets ne se soucient QUE de l'argent et du profit, que NOUS devons payer via NOS factures d'électricité. Nous sommes tourmentés physiquement et psychologiquement par l'érosion de la nature qui nous entoure, et oui, NOUS AUSSI sommes préoccupés par l'argent, à savoir la PERTE DE VALEUR de nos terres et de nos biens due à l'imposition de la production d'énergie électrique. Une maison située à moins d'un kilomètre d'une éolienne perd automatiquement 70 % de sa valeur, et encore faut-il qu'elle puisse être vendue !

Tout logement situé à proximité d'un parc solaire subit une hausse de la température de l'air comprise entre 12 et 15 degrés, ce qui constitue un changement dévastateur du microclimat. Est-ce là la solution à notre crise climatique ? Nous devons nous défendre, car NOUS SOMMES LA NATURE... OUI ! Je suis un NIMBY (« NATURE is My Back Yard »). La SEULE stratégie que l'humanité et les gouvernements doivent adopter dès maintenant consiste à réduire drastiquement la consommation d'électricité et à maintenir notre empreinte énergétique par des moyens qui NE DÉTRUISENT PAS davantage le paysage, l'environnement ou les terres arables. Cela nécessitera une réglementation rigoureuse, l'implantation des installations de production d'énergie sur des structures existantes et des terrains déjà industrialisés, en intégrant le coût de la nature dans celui de nos modes de vie électroniques. Notre production d'énergie doit être localisée et démocratisée, avec un minimum d'ingérence gouvernementale, un minimum d'impôts et un maximum d'avantages pour la communauté !

L'énergie n'est pas l'aspect le plus important de notre vie. Avant l'énergie viennent la souveraineté alimentaire, les moyens de subsistance, la préservation des paysages, la sécurité, ainsi que la garantie du bien-être de TOUTES les espèces ; cela nécessite de la COOPÉRATION et non de la CONCURRENCE. RÉDUIRE notre empreinte énergétique peut mettre fin à l'alimentation de la bête, car celle-ci est toujours avide ! « Alors exigeons tous ensemble : HORS DE L'AVIDITÉ VERTE ! HORS DE L'AVIDITÉ VERTE, HORS DE L'AVIDITÉ VERTE ! »

EU CHARADE

6 Berta Caballero

Espagne | Cette histoire est un mensonge

Cela fait des années qu'ils nous racontent la même histoire. Et cette histoire est un mensonge.

Chers amis européens :

les gouvernements et les grandes entreprises ne cessent de répéter le même discours : la transition écologique, la lutte contre le changement climatique, l'abandon progressif des énergies fossiles. Mais le temps a passé et nous avons découvert la vérité : tout cela n'était qu'une mascarade.

Il y a un fait qui ne fait pas la une des journaux : l'Espagne réduit sa consommation d'électricité depuis des années, et dans le même temps, elle produit déjà plus d'électricité qu'elle n'en a besoin, gaspillant ainsi une partie de cette production. Nous ne remplaçons pas les énergies fossiles : nous augmentons notre consommation.

D'abord, des projets éoliens et solaires à grande échelle sur nos collines, nos champs et dans nos villages, présentés comme de l'« énergie propre » ;

puis, des centres de données qui engloutissent l'eau et l'électricité comme si elles étaient gratuites ; ensuite, l'hydrogène « vert » ; et aujourd'hui, le biogaz et le biométhane, la dernière bulle en date, où la corruption est déjà à l'ordre du jour. Chaque bulle a été gonflée à coups de milliards d'argent public, prélevés dans les poches de tous les Européens – de l'argent qui fait ensuite défaut lorsqu'un village réclame un centre de santé, une école ou des transports publics.

Cette succession d'événements a culminé avec la panne d'électricité massive qui a plongé l'Espagne et le Portugal dans le noir. Plus d'un an après, personne n'a démissionné, et la présidente de Red Eléctrica reste à son poste, touchant plus d'un demi-million d'euros par an.

Qui paie le prix de cette supercherie ? Nous : les petits propriétaires fonciers, les agriculteurs, les éleveurs, des villages entiers. Des procédures administratives d'urgence ouvrent la voie à l'expropriation de terres qui nourrissent nos familles depuis des générations, transformées en terrains industriels en échange d'une bouchée de pain afin que les entreprises et les fonds d'investissement puissent multiplier leur capital, sans transparence et à huis clos dans des bureaux lointains.

Et cela n'est pas inévitable : ils s'emparent des terres rurales parce qu'elles sont bon marché et ne rencontrent que peu d'opposition, et non par manque d'alternatives. Des études scientifiques montrent qu'il est possible de produire cette énergie sur des sites déjà dégradés : routes, voies ferrées, bâtiments industriels, toitures, mines et carrières. Tout ce qui manque, c'est la volonté politique, alors que les responsables politiques plus soucieux des lobbies énergétiques que des droits des citoyens ne manquent pas.

La planète n'y gagne rien non plus. Les habitats et la biodiversité disparaissent : les éoliennes, les panneaux solaires et les lignes à haute tension morcellent le paysage, occupent des terres fertiles riches en biodiversité et tuent des millions d'oiseaux et de chauves-souris. Bon nombre de ces installations sont même construites au sein de zones protégées, dans des zones de protection spéciale pour les oiseaux du réseau Natura 2000, tandis que la législation environnementale est assouplie pour s'adapter à cette industrie. Il en résulte la destruction du monde rural. Les villages perdent leur paysage, leurs sols fertiles, leur mode de vie et, à terme, leurs habitants, tandis que les bénéfices finissent dans un fonds d'investissement.

EU CHARADE

Mais nous ne sommes pas ici simplement pour dénoncer ces problèmes. Nous plaidons pour que l'on cesse de dépenser l'argent public dans ces bulles spéculatives. On nous vend chaque mégaprojet de plusieurs milliards d'euros comme une réussite parce qu'il stimule le PIB, mais le PIB ne mesure ni le développement local, ni la répartition des richesses, ni les terres et la biodiversité qui sont perdues en cours de route. Nous plaidons pour la protection des écosystèmes et du climat en soutenant le monde rural, et non en le sacrifiant.

Nous ne pouvons pas laisser les gouvernements et les grandes entreprises, sous le couvert d'une fausse transition écologique, normaliser l'expropriation de nos terres et provoquer la destruction du monde rural et de sa biodiversité.

Nous exigeons une véritable transparence ; nous exigeons que personne ne perde ses terres sans avoir son mot à dire ; et nous exigeons une enquête sur cette chaîne de bulles qui ne laisse que le profit au sommet et la ruine à la base. Et nous exigeons d'appeler un chat un chat : ce n'est pas une transition, c'est une supercherie.

Non à l'expropriation. Non à la destruction du monde rural. Non à la fausse transition écologique.

Et oui à tout ce que nous défendons : oui à des villages vivants et habités ; oui à nos écosystèmes ; oui à une agriculture et à un élevage durables ; oui aux communautés énergétiques ; oui au retour à des installations à taille humaine ; oui à la défense des droits de chaque citoyen européen.

Merci.

EU CHARADE

7 Dr Ralf Hoffmann

Allemagne / La Commission européenne devrait mettre fin aux subventions en faveur des énergies renouvelables variables

Oui, quelle merveilleuse journée !

Tout d'abord, je tiens à remercier les organisateurs pour ce cadre magnifique et vous tous pour votre attention. Je pense que James Graham a déjà livré un plaidoyer formidable sur le thème « Stop à la cupidité verte ».

On m'a demandé de ne pas parler trop longtemps, je vais donc me limiter à un seul point.

Le fait est que nous devrions demander à la Commission européenne et au Parlement européen de cesser de soutenir et d'approuver les subventions en faveur des énergies renouvelables variables.

Excusez-moi donc de m'adresser à vous en anglais, mais je pense que la plupart d'entre vous comprennent mieux l'anglais que l'allemand.

Premièrement, les éoliennes dont nous disposons ne contribuent en rien à un changement positif du climat. C'est un mensonge éhonté ; c'est une supercherie, car tout ce qui sera économisé en sources d'énergie fossiles sera facilement absorbé par d'autres pays et brûlé à leur tour.

Et j'ai vu ici une pancarte indiquant que ce qui est économisé est en réalité dépensé cinq fois plus par d'autres pays dans le monde.

La politique allemande, tout comme le « Green Deal » de l'Union européenne, ne contribue donc en rien à la lutte contre le changement climatique.

Le deuxième point, qui a déjà été soulevé, est que nous avons beaucoup trop d'éoliennes, comme vous l'avez dit, car la capacité de production d'énergie éolienne et solaire en Allemagne a dépassé les 206 gigawatts.

En août dernier, seuls environ 60 gigawatts étaient nécessaires ; nous avons donc probablement une surcapacité de plus de 300 %. Et on est désormais censé renforcer et étendre encore davantage cette capacité.

Dans la petite région d'où je viens, près des montagnes de l'Eifel, il y a une zone où l'on prévoit d'installer environ 150 éoliennes, voire probablement trois fois plus. C'est complètement absurde et tout à fait inutile.

Je pense donc qu'il s'agit là d'un point très important que vous devriez tous retenir : nous n'avons pas besoin de plus.

Même si la demande liée à l'intelligence artificielle augmente, ou quoi que l'on puisse en dire, cela n'est pas nécessaire.

Et les sources d'énergie actuelles, plus durables, issues du charbon et du gaz, pourraient, selon moi, également permettre d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de CO₂ grâce au CSC — c'est-à-dire le captage et le stockage du carbone.

Mon troisième point est que l'on dépense beaucoup trop d'argent dans ce domaine.

Nous avons déjà dépensé, rien que pour la transition énergétique allemande, 400 milliards — ou, comme on dit en allemand, 400 Milliarden — d'euros.

Et certaines entreprises — des cabinets de conseil tels que McKinsey — ont calculé qu'il faudrait au moins plus de 2 000 milliards d'euros pour atteindre cet objectif.

EU CHARADE

Ce que nous demandons donc aujourd'hui aux représentants du Parlement européen ainsi qu'à la Commission européenne, c'est de ne ni soutenir ni approuver la nouvelle loi allemande sur l'énergie, dont l'entrée en vigueur est prévue en 2027.

Merci beaucoup. Et j'ai sans doute prononcé le meilleur discours, du moins en termes de durée !

Merci.

8 Gerrit Bulten

Pays-Bas / Nous avons besoin de tranquillité et non de détruire notre environnement

Chers membres du Parlement européen.

Vous nous représentez, nous, les citoyens européens. Nous payons vos salaires, vos frais et même votre retraite afin que vous puissiez profiter d'un peu de tranquillité lorsque vous serez âgés.

Nous vous supplions aujourd'hui de nous accorder un peu de calme lorsque nous nous détendons après le travail. Ce calme, c'était autrefois la norme. Certes, nous avons construit une société bruyante, avec ses voitures, ses usines, ses transports en commun et tout le reste. Mais nous, citoyens européens, pouvions trouver un endroit pour nous détendre, loin du bruit. Pour prendre le repos nécessaire afin de nous préparer à notre prochaine journée de travail.

Le gouvernement néerlandais a décidé que nous n'avions pas besoin de ce moment de calme pour décompresser. Il trouve tout à fait normal qu'il ne reste bientôt plus aucun endroit calme dans notre pays. Les règles récemment proposées pour l'implantation des éoliennes autorisent l'installation d'une méga-structure bruyante à une distance ne dépassant pas le double de la hauteur de la pointe par rapport aux bâtiments résidentiels où les gens sont censés dormir et se détendre.

Pour moi, cela prouve que notre gouvernement est devenu complètement fou.

Nous avons besoin de vous, nos représentants, pour ramener notre gouvernement à la raison ! Nous vous en supplions, ne les laissez pas gâcher la vie de milliers de travailleurs ! Rapport après rapport, il est prouvé que les éoliennes situées à proximité des habitations causent des problèmes de santé. D'où les distances bien plus importantes exigées dans d'autres pays.

Certes, les Pays-Bas sont un petit pays très peuplé. Par conséquent, il y a des limites à ce que l'on peut faire dans un tel pays. Nous ne pouvons pas accueillir une base de lancement de fusées comme celles de SpaceX ou de la NASA ; tout le monde s'accorde à dire que c'est une question de bon sens. Eh bien... nous ne pouvons pas non plus accueillir des milliers et des milliers d'éoliennes. Nous avons besoin de solutions innovantes et, à l'heure actuelle, nous gaspillons notre argent et détruisons notre environnement en installant plus d'éoliennes que ce que le pays peut supporter.

L'initiateur du Green Deal, l'ancien commissaire européen Frans Timmermans, a déclaré un jour : « Les Pays-Bas sont trop petits pour les réacteurs nucléaires. » La réponse, mes amis, est la suivante : « Les Pays-Bas sont trop petits pour les éoliennes et les parcs solaires à grande échelle aussi ! »

Nous vous en supplions, mettez fin à cette mascarade qui n'a absolument aucun sens !

EU CHARADE

9 Felicita Medved

Slovénie | Protégeons la nature, les paysages, les communautés et nos foyers

Message de l'Association slovène des initiatives citoyennes pour une Slovénie sans parcs éoliens
Bruxelles, le 9 septembre 2026

Bonjour de Slovénie.

Nous nous exprimons aujourd'hui au nom de l'Association des initiatives citoyennes pour une Slovénie sans parcs éoliens.

La Slovénie est un petit pays, mais nous avons quelque chose de précieux à protéger : notre nature, nos paysages, nos communautés et nos foyers.

Nous soutenons la protection du climat.
Nous soutenons les énergies renouvelables responsables.

Mais nous disons non lorsque les objectifs énergétiques et les intérêts économiques priment sur les personnes, la nature et le caractère de nos paysages.

Nous disons non lorsque les communautés locales sont censées accepter de grands projets énergétiques sans avoir véritablement leur mot à dire dans les décisions qui vont modifier de façon permanente leur environnement.

Nos revendications sont claires.

- Donner aux communautés locales un véritable droit de regard.
- Exiger des évaluations indépendantes et exhaustives des impacts environnementaux, sanitaires, sociaux, économiques et cumulés.
- Respecter les spécificités de chaque État membre, en permettant aux pays de choisir les solutions adaptées à leur population et à leur territoire.

L'Europe ne doit pas se contenter de fixer des objectifs.

L'Europe doit aussi écouter.

La transition écologique ne doit pas se transformer en une course au profit au détriment des personnes et de la nature.

Ne pas imposer la transition écologique aux citoyens.

Construisons-la avec eux.

Car il n'y a rien de « vert » à détruire les lieux que nous sommes censés protéger.

HALTE À LA CUPIDITÉ VERTE.

Tel est notre message depuis la Slovénie.

EU CHARADE

10 Nicolas Bour

France / Réduire le coût global de l'électricité en Europe

Porte-parole du Réseau Énergies Terre & Mer (RETM)

Merci à vous tous d'être ici aujourd'hui sur la place du Luxembourg pour dire « Stop à la cupidité verte ». Je vais vous présenter un aspect technique concernant le coût de l'énergie, qui aurait dû être le moteur des décisions prises depuis des années et qui doit l'être aujourd'hui pour l'avenir.

Réduire le coût global de l'électricité en Europe est la mission des 600 associations qui composent le collectif Réseau Energies Terre & Mer (RETM) présent dans 60 départements français. Le RETM ne s'intéresse pas à la « couleur » des électrons, mais à leur coût global (production, raccordement, stabilité du réseau, subventions, y compris tout ce qui est payé par les consommateurs et les contribuables, ainsi que les coûts externes supportés par les consommateurs et les entreprises).

Pourquoi faire baisser le prix de l'électricité ?

La politique énergétique européenne est antinucléaire depuis 30 ans et a favorisé le développement de l'éolien et du solaire

Elle a négligé les 13 autres sources d'énergie renouvelables (énergie géothermique, pompes à chaleur, chaleur renouvelable, bioénergie, solaire thermique, etc.) qui permettent de décarboner directement le chauffage et les transports, sans recourir à l'électricité

Elle a entraîné une « flambée » du coût total de l'électricité en Europe

Elle a contribué à la désindustrialisation de l'Europe et à la destruction d'emplois

Pourquoi les prix de l'électricité ont-ils explosé en Europe ?

Des subventions massives ont été accordées à des opérateurs privés sans que l'intérêt général ait été préalablement évalué et présenté aux institutions européennes et aux citoyens européens

Un deuxième réseau de transport, très coûteux, a été construit pour les installations décentralisées, avec des conséquences majeures sur la stabilité de la tension et de la fréquence du réseau de transport d'électricité, comme on l'a vu en Espagne

Des investissements massifs dans l'énergie éolienne et solaire se sont poursuivis pendant 15 ans, alors même que la consommation d'électricité dans les 27 États membres était en baisse

Depuis 2023, la surproduction d'électricité en Europe a atteint des niveaux si élevés qu'elle a entraîné des périodes de prix négatifs, les consommateurs payant en réalité deux fois leur électricité : une fois pour ce qu'ils ont consommé et une fois pour ce qui a été curtaillé (curtailment et compensation pour l'énergie éolienne et solaire).

En France, par exemple, les éoliennes sont devenues des « chouettes électriques » de mars à octobre : arrêtées pendant les heures d'ensoleillement maximal, elles fonctionnent pourtant la nuit, lorsque l'électricité n'est pas nécessaire...

Un rapport récent de McKinsey a démontré que les investissements supplémentaires dans la production d'électricité à partir d'énergies variables d'ici 2035 augmenteront les coûts de l'électricité et ne permettront pas d'atteindre 60 % des objectifs de transition.

EU CHARADE

Comment faire baisser le prix de l'électricité en Europe ?

En optant pour les solutions dont le coût de production et le coût total sont les plus bas : en France, il s'agit de l'hydroélectricité et du nucléaire.

Éliminer les solutions dont le coût global est le plus élevé : le solaire au sol, en raison des effets des pics solaires sur le réseau de transport ; l'éolien terrestre, en raison des contraintes liées au réseau, des subventions et de leur inutilité et imprévisibilité croissantes ; et, surtout, l'éolien offshore, qui présente les coûts de production et de raccordement les plus élevés.

Le coût global de l'éolien offshore en France s'élève à 400 €/MWh, soit huit fois le coût global de l'hydroélectricité et cinq fois celui du nucléaire.

Pourquoi et comment pouvons-nous décarboner sans recourir à l'électricité ?

L'appel à l'électrification des usages finaux néglige trois points fondamentaux :

Le coût du chauffage par électricité directe est supérieur à celui des solutions par pompe à chaleur (2 à 5 fois moins chères), de la biomasse, du biogaz, des biocarburants ou du solaire thermique... et toutes ces solutions permettent le stockage d'énergie

L'énergie thermique renouvelable et la chaleur renouvelable recèlent un potentiel inexploité

Elles contribuent directement à la souveraineté énergétique de l'Europe et à sa véritable réindustrialisation sans dépendre des matières premières ou des technologies chinoises ou asiatiques

Ce que nous demandons aujourd'hui à l'Europe de faire

1. De reconstruire une politique énergétique fondée sur des faits, les réalités énergétiques et des données économiques, plutôt que sur des décisions « a priori » non évaluées
2. De soumettre toutes les décisions d'investissement relevant des programmes européens (tels que ceux consacrés à l'énergie et aux transports) à une évaluation socio-économique indépendante fondée sur une comptabilité des coûts complets : tel est le rôle de la Commission européenne et de la Cour des comptes européenne
3. Prendre en compte dans cette évaluation les effets sur la santé, sur le potentiel agricole et halieutique de l'Europe, l'économie régionale et le tourisme, ainsi que le patrimoine et la qualité de vie des Européens – autant d'éléments qui ont été sacrifiés au cours des 30 dernières années sur l'autel des sources d'énergie renouvelables dites « économiques » et « propres », alors même qu'elles sont les plus coûteuses en termes de coûts complets, les plus destructrices pour le patrimoine européen, qu'elles produisent plus d'émissions de carbone que l'hydroélectricité et le nucléaire, et qu'elles compromettent la stabilité du réseau de transport européen
4. Mettre fin à toutes les subventions non accompagnées d'une analyse coûts-bénéfices dans les futurs appels d'offres destinés aux opérateurs des secteurs privé et public
5. Envisager le démantèlement des installations qui pèsent lourdement sur les budgets des États membres depuis de nombreuses années sans aucune justification économique

Nous soutenons les sources d'énergie renouvelables qui sont rentables sur la base des coûts complets, celles qui valorisent les territoires locaux et respectent la santé, le patrimoine et le cadre de vie des citoyens européens

EU CHARADE

11 Klemens Schmiederer

Allemagne | Protégeons la Forêt-Noire

Mesdames et Messieurs,

Je m'appelle Klemens Schmiederer et je viens de la Forêt-Noire, dans le Bade-Wurtemberg, en Allemagne.

Le gouvernement du Bade-Wurtemberg poursuit des projets qui entraîneraient la construction d'environ 700 éoliennes industrielles dans la Forêt-Noire.

Nous l'affirmons clairement : la Forêt-Noire ne doit pas devenir une zone énergétique industrielle. Notre position repose sur quatre points essentiels.

Premièrement : la Forêt-Noire est une région où les vents sont généralement faibles. L'éolien industriel ne doit pas être imposé dans des sites inadaptés au moyen de subventions coûteuses. Les deniers publics ne doivent pas servir à rentabiliser des sites économiquement peu viables au détriment de la nature et de nos paysages.

Deuxièmement : protégeons notre eau potable et notre protection naturelle contre les crues. Nos forêts stockent les précipitations, protègent les nappes phréatiques et réduisent le ruissellement de surface lors de conditions météorologiques extrêmes. Les fondations massives, les routes et les zones de construction nuisent à ces fonctions naturelles. Pas d'éoliennes dans les zones sensibles de protection de l'eau potable.

Troisièmement : protéger les forêts et la biodiversité. La Forêt-Noire est un écosystème précieux et un habitat pour des oiseaux protégés, des chauves-souris et de nombreuses autres espèces. Des centaines d'éoliennes et des kilomètres d'infrastructures morcelleraient ces habitats. Mettons un terme à l'industrialisation de notre Forêt-Noire.

Quatrièmement : protéger la Forêt-Noire pour le tourisme et pour nos visiteurs. Des millions de visiteurs viennent d'Allemagne, d'Europe et du monde entier pour découvrir nos forêts, nos montagnes, notre tranquillité et notre paysage culturel unique. Le tourisme est source d'emplois et de revenus pour bon nombre de nos communes. Nos visiteurs viennent pour découvrir la Forêt-Noire — et non un paysage industriel dominé par des centaines d'éoliennes géantes.

Et il existe une priorité bien plus importante : moderniser les parcs éoliens existants avant de détruire de nouveaux paysages et de nouvelles forêts. Utiliser les infrastructures existantes plutôt que d'exploiter des zones vierges.

Nos revendications à l'adresse des responsables politiques de Stuttgart, Berlin et Bruxelles sont claires : mettez fin aux subventions qui rendent la destruction de la nature rentable. Renouvelez les parcs éoliens existants avant d'en développer de nouveaux. Protégez notre eau potable. Protégez nos forêts et notre biodiversité. Protégez la Forêt-Noire — pour les personnes qui y vivent, pour nos visiteurs et pour les générations futures.

Merci.

Klemens Schmiederer WaldErhalt e.V.

EU CHARADE

12 Hildegunn Flengstad

Norvège | Bruit des éoliennes

L'industrie éolienne est responsable de la plus grande destruction de la nature que la Norvège ait jamais connue. Les fjords, les montagnes et les paysages côtiers ont été transformés au point d'être méconnaissables, détruits à jamais.

C'est la population locale qui en paie le prix. Des riverains, comme moi-même, ont mené un combat vain pour défendre ce territoire que nous aimons tant et qui fait partie de notre identité. Lorsque les éoliennes sont installées, le sentiment de chagrin, de dépression et d'épuisement résulte d'un sentiment d'impuissance et d'une démocratie locale complètement bafouée.

En tant que riverains, nous nous retrouvons avec un environnement local détruit, des nuisances sonores et une perte de valeur considérable.

La pollution sonore à elle seule peut avoir des conséquences majeures sur la santé. 40 % de la population de ma région, qui vit à moins de 2 kilomètres des éoliennes, a subi une pollution sonore susceptible de causer des problèmes de santé durables.

Les éoliennes situées sur la montagne émettent un bruit constant. Différents types de bruits : grondements, claquements, cognements et vrombissements. Comme un bateau qui vient se briser contre les vagues encore et encore sans jamais avancer, ou un avion qui décolle sans jamais disparaître. Un camion qui entre dans la cour ou un hélicoptère qui atterrit dans le salon.

Le corps ne trouve jamais de repos et est en état d'alerte permanent. Le manque de sommeil est un problème majeur. Nous sommes fatigués. Les troubles du sommeil réduisent la qualité de vie. Les riverains souffrent de maux de tête, de migraines, de nausées, de vertiges et de palpitations cardiaques. Acouphènes, stress, anxiété, agitation et difficultés de concentration.

Lors d'une enquête de santé publique menée dans mon quartier, une personne sur quatre a déclaré qu'elle déménagerait si elle le pouvait.

Certains l'ont déjà fait, ils n'en pouvaient plus.

Il n'y a pas que les humains qui sont chassés de chez eux. Les animaux sont eux aussi chassés de leur habitat naturel. Nous avons à la fois des aigles royaux et des grands-ducs d'Amérique, mais ils ont désormais disparu. Nous espérons simplement qu'ils se sont installés ailleurs et qu'ils n'ont pas dû payer de leur vie leur proximité avec les pales des éoliennes, comme tant d'autres oiseaux avant eux.

EU CHARADE

13 Sébastien Geoltrain

France / Le développement de l'éolien offshore en France promet de causer des dommages importants et généralisés à un écosystème marin déjà mis à rude épreuve

Avec plus de mille kilomètres carrés de projets mis aux enchères cette année et le double au cours de la prochaine décennie, le développement de l'éolien offshore en France est un programme brutal imposé d'en haut par l'État, au mépris total de la vie marine et des populations côtières.

S'il est mené à bien conformément à ses objectifs, cet empiétement industriel sans précédent sur des milliers de kilomètres cubes d'écosystèmes marins déjà mis à rude épreuve causera des dommages irréparables en entraînant la destruction de dizaines d'espèces protégées.

Cela a suscité de multiples avertissements sérieux de la part d'institutions françaises de renom et d'organismes gouvernementaux tels que le Muséum national d'histoire naturelle, l'Académie des sciences, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Agence de l'environnement, la Commission nationale de la nature et des paysages et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : tous dénoncent l'absence d'évaluation préalable des impacts environnementaux cumulés et le risque insupportable de conséquences graves.

L'État français transforme les lignes directrices européennes de prudence en matière d'éolien offshore en un simple exercice de « cocher des cases », dénué de toute substance, afin de poursuivre une relance industrielle illusoire financée par la dette publique dans un contexte de surproduction chronique d'électricité. Il ignore les préjudices causés aux communautés côtières et à l'économie locale à travers tout le pays, de la Normandie à la Bretagne, en passant par la Loire et le Languedoc.

Nous sommes ici pour dire « Stop à la cupidité verte » et « Sauvons nos mers ».

Partout en France, en solidarité avec tant d'autres en Europe, nous sommes déterminés à

nous battre, et non nous lamenter !

Merci

EU CHARADE

14 Kalju Tamme

Estonie | Manipulation statistique des chiffres de production énergétique

Mesdames et Messieurs, avez-vous entendu parler de cette rumeur ?

On nous répète sans cesse que l'énergie éolienne et solaire sont les sources d'énergie les plus propres depuis l'invention du pain tranché. Les chiffres officiels indiquent qu'elles n'émettent que 12 à 40 kilogrammes de CO₂ par mégawattheure. Comparez cela au gaz naturel, qui en rejette 400 kilogrammes, ou au charbon, qui en déverse la somme astronomique de 1 000 kilogrammes dans notre atmosphère.

Sur le papier, cela semble être une évidence. Un choix qui ne fait aucun doute.

Mais je suis ici pour vous dire que ce chiffre tant vanté — ces 12 à 40 kilogrammes — n'est pas seulement incomplet. C'est une illusion statistique. C'est une manipulation des faits qui ignore les réalités physiques du fonctionnement réel d'un réseau électrique.

Voici la vérité qui dérange. L'éolien et le solaire sont incontrôlables. Ils sont intermittents. Ils dépendent entièrement des caprices de la météo. Ainsi, pour compter sur eux, nous ne pouvons pas simplement fermer nos centrales à combustibles fossiles. Nous ne pouvons pas laisser les feux s'éteindre.

Au contraire, ces centrales traditionnelles doivent rester en « veille active ».

Réfléchissez à cette expression. « Veille active ».

Cela signifie que nous brûlons en permanence des combustibles fossiles — rejetant du CO₂ dans l'atmosphère — pour la seule raison d'être prêts à prendre le relais du réseau dès que le vent cesse de souffler ou que le soleil se cache derrière un nuage. Nous payons le combustible, nous payons les émissions, et nous ne produisons aucune électricité utilisable à partir de cette combustion.

Et il ne s'agit pas seulement d'une faille théorique dans un manuel. Nous avons vu les conséquences de la négligence de ce système de secours. Nous l'avons constaté lors de la panne d'électricité en Espagne, où le réseau n'a pas réussi à se stabiliser. Parce que le système de secours n'avait pas été correctement entretenu, des personnes ont perdu la vie.

Tel est le coût humain de l'ignorance des lois physiques qui régissent notre approvisionnement en électricité.

Alors, refaisons le calcul, d'accord ?

Ces 12 à 40 kilogrammes ne correspondent qu'aux émissions provenant directement de l'éolienne ou du panneau solaire. Ce calcul ne tient absolument pas compte des combustibles fossiles qui brûlent en arrière-plan.

Une centrale à charbon en veille active fonctionne toujours à environ 20 % de sa capacité, ne serait-ce que pour rester synchronisée. Vingt pour cent de ces 1 000 kilogrammes de charbon, cela représente 200 kilogrammes — avant même d'avoir produit un seul kilowatt à partir de la source renouvelable.

Mais cela ne s'arrête pas là. Il faut également prendre en compte les émissions massives et difficiles à quantifier provenant des éléments auxiliaires : les batteries surdimensionnées, les stabilisateurs de fréquence complexes et les configurations de réseau bien plus sophistiquées nécessaires pour lisser le chaos des pics et des chutes de production des énergies renouvelables.

Quand on fait le bilan, les émissions réelles de CO₂ à l'échelle du système sont probablement dix fois plus importantes que ce qu'affirment les brochures sur papier glacé.

Mon message aujourd'hui est simple : c'est un appel à l'honnêteté intellectuelle. Si nous voulons comparer des sources d'énergie — si nous voulons prendre des décisions représentant des milliers de milliards de dollars sur la base de ces chiffres —, nous devons comparer des systèmes dans leur ensemble à d'autres systèmes dans leur ensemble.

EU CHARADE

Cessons de comparer la production propre et isolée d'un panneau solaire par une journée ensoleillée à la cheminée d'une centrale à charbon. Car lorsque l'on prend en compte l'ensemble du réseau — les systèmes de secours, les réserves, les stabilisateurs —, le tableau qui se dessine est radicalement et indéniablement différent.

Disons toute la vérité, ou ne disons rien du tout.
Merci.

15 Sanda Čingule

Lettonie | Message de Lettonie

DISCOURS LETTONIE (Raivis Buss – Guntars Ivdris)

Sanda Čingule – Association lettone pour l'environnement culturel

Bonjour, chers collègues et amis partageant les mêmes idées, C'est avec grand plaisir que je constate que les gens commencent à prendre conscience que le « Green Deal » est loin d'être aussi « vert » que les lobbyistes des parcs éoliens et les politiciens tentent de nous le faire croire.

À la lumière de diverses études internationales, nous constatons clairement que les projets de parcs éoliens vont à l'encontre des intérêts fondamentaux de l'être humain — un fait bien compris ici, en Lettonie. Notre expérience montre que les procédures d'évaluation des incidences sur l'environnement en Lettonie ne sont qu'une simple formalité ; les personnes dont les intérêts sont directement concernés ne sont ni prises en compte ni entendues. Les promoteurs ne se soucient que de leur propre profit financier, et non de la qualité de vie ou du cadre de vie des populations. La notion même de « qualité de vie » leur est étrangère.

Un tel mépris envers les personnes constitue une violation, et nous ne devons pas rester silencieux face à cela. Cette question doit être débattue non seulement en Europe, mais dans le monde entier !

Les lobbyistes des parcs éoliens parlent de « développement », mais de quel développement s'agit-il s'il compromet et dégrade considérablement la qualité de vie des gens, restreint les droits de propriété et les prive d'un cadre de vie beau et sain, digne de la dignité humaine ?

De plus, il est prévu de construire un « corridor d'hydrogène de la Baltique du Nord » en Lettonie — un projet auquel la Commission européenne a accordé le statut de « projet d'intérêt commun » ! Un gazoduc d'hydrogène devrait traverser six pays, de la Finlande à l'Allemagne. En Lettonie, sa construction est prévue parallèlement au principal gazoduc de transport de gaz naturel. Et ce corridor est directement lié aux parcs éoliens.

Un autre aspect crucial est celui de la sécurité. Comme chacun sait, l'hydrogène gazeux est hautement inflammable et forme un mélange explosif avec l'air. Quelqu'un a-t-il demandé l'autorisation aux habitants dont les propriétés seront affectées ?

Comme l'ont déclaré mes confrères juristes Raivis Bush et Gutars Ivdris : il est temps d'arrêter de se moquer des gens ! Ça suffit ! Un développement qui nuit aux personnes, aux familles et à la société n'est pas un développement, mais une dégradation au sens littéral du terme — et engage la responsabilité en vertu du droit international.

Notre avenir est entre nos mains et uniquement entre nos mains.

Merci de votre coopération !

Ensemble, nous pouvons y arriver !

Ensemble, nous vaincrons !

EU CHARADE

16 Gordana Cuißot Labus

Croatie | Les éoliennes constituent un danger imminent pour la santé humaine, la nature et la beauté intemporelle

Aujourd'hui, nous sommes ici pour discuter de l'impact des éoliennes industrielles sur nos sols, notre eau potable et nos paysages naturels.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les effets dévastateurs que les projets d'éoliennes peuvent avoir sur l'une des ressources les plus précieuses de la planète : l'eau potable. Nous défendons aujourd'hui notre droit à une vie saine, ainsi que le droit des générations futures à vivre dans un environnement sain et protégé.

Notre région en Croatie est unique. La chaîne montagneuse des Dinarides ne s'étend que sur un petit nombre de pays d'Europe du Sud-Est et forme l'une des zones karstiques les plus précieuses au monde, fournissant à des millions de personnes la seule eau potable disponible. La majeure partie des Dinarides n'a jamais été touchée par l'industrialisation et abrite une faune et une flore très diversifiées, souvent endémiques. Ces zones renferment également d'importants réseaux de grottes, parmi les plus vastes au monde. Pour toutes ces raisons, des parties significatives de ce territoire sont classées en zones de protection Natura 2000.

Le sol karstique agit comme une éponge. Il absorbe l'eau et la transporte en profondeur, où d'importantes réserves d'eau potable se forment et se reconstituent. La surface et le sous-sol étant directement reliés, le système karstique est extrêmement vulnérable.

Les aquifères se forment lorsque l'eau atteint une couche géologique imperméable ; les sols karstiques sont constitués de roches très fragiles, sensibles aux dommages physiques tels que les activités sismiques, l'exploitation minière et les travaux de construction. Des travaux de construction de grande envergure pourraient endommager de manière irréversible le sol et menacer la qualité de notre eau.

Comme l'écoulement de l'eau sur les sols karstiques est extrêmement rapide, l'eau s'écoulant à travers des canaux et des rivières souterrains, il n'y a pratiquement aucune filtration de l'eau par le sol et le sous-sol, ce qui entraîne une extrême vulnérabilité à la pollution de l'eau. De plus, en raison de la vitesse élevée d'écoulement de l'eau, la contamination se propage extrêmement rapidement.

Depuis la nuit des temps, l'accès à l'eau douce constitue une préoccupation majeure dans les zones karstiques, car les eaux de surface y sont très rares et les ruisseaux disparaissent dans des gouffres, mettant brusquement fin à leur cours.

Les zones faisant partie du réseau Natura 2000 doivent donc bénéficier d'une protection réelle, et non pas seulement sur le papier, comme c'est trop souvent le cas en Croatie, mon pays d'origine.

Nous exigeons l'interdiction des projets industriels dans ces zones protégées lorsqu'ils menacent la nature, les ressources en eau et l'équilibre écologique.

Nous exigeons également que les voix des citoyens, des initiatives citoyennes et des organisations de la société civile soient entendues et prises au sérieux. La consultation publique ne doit pas se réduire à une simple formalité administrative avant qu'une décision ne soit déjà prise. Les citoyens doivent avoir une réelle possibilité d'influencer les décisions qui modifient de manière permanente leur environnement et mettent en danger les ressources naturelles communes.

EU CHARADE

Nous ne sommes pas opposés aux énergies renouvelables. Mais nous nous opposons fermement à un système dans lequel le pouvoir financier des investisseurs permet à leurs intérêts de primer sur la protection de l'eau, de la nature et de l'intérêt général.

Les décisions doivent reposer sur la loi, sur des évaluations d'experts indépendants, sur la transparence et sur le respect égal de tous les citoyens — et non sur ceux qui disposent de la plus grande influence financière.

Il n'y a pas d'alternative à l'eau potable. Une fois la nature détruite, on ne peut pas simplement la reconstruire.

C'est pourquoi nous exigeons une prise de décision responsable, une véritable protection des zones karstiques et un traitement égal pour les citoyens, les experts, les associations et les investisseurs.

Notre eau n'est pas une marchandise. Nos terres ne sont pas la propriété privée d'intérêts puissants. Les décisions concernant notre avenir doivent être prises dans l'intérêt général.

EU CHARADE

17 Randi Lintrup

Danemark | Les infrasons, une force physique

Mesdames et Messieurs,

Je crois en la science, et nous en avons besoin.

L'Europe construit à un rythme effréné des éoliennes toujours plus grandes, mais une question fondamentale reste sans réponse :

quel est l'impact sur la santé d'une exposition à long terme au bruit et aux infrasons émis par les éoliennes modernes ?

Nous ne pouvons pas écarter cette question en disant : « Il n'y a pas de preuves. »

Des découvertes scientifiques issues de plusieurs domaines différents soulèvent de sérieuses inquiétudes. Le professeur Mattsson et son équipe ont effectué des mesures dans des parcs éoliens en service et ont constaté des niveaux importants d'infrasons émis par les grandes éoliennes modernes. Les infrasons et les bruits à basse fréquence peuvent se propager loin de leur source et sont bien moins atténués par les bâtiments et autres structures que les sons audibles.

Le Danemark a fixé des limites légales pour le bruit des éoliennes. Mais le problème réside dans la manière dont ces limites sont calculées et évaluées. Les méthodes actuelles et les hypothèses standardisées ne reflètent pas nécessairement les conditions réelles autour et à l'intérieur des habitations individuelles, en particulier pour les sons à basse fréquence.

Lors de l'élaboration de la réglementation, le secteur éolien a été directement impliqué dans les réunions avec les autorités. Des documents officiels montrent qu'un objectif explicite était que les limites ne créent pas de nouvelles restrictions pour les éoliennes.

Ainsi, une limite légale peut exister sur le papier, mais elle n'offre pas de protection significative dans la pratique. S'il vous plaît, ne prenez pas exemple sur le Danemark.

Il existe des preuves biologiques importantes.

Le fait de ne pas entendre consciemment un son ne signifie pas que le corps n'en subit pas les effets. L'oreille interne et le système vestibulaire peuvent réagir aux bruits de très basse fréquence et aux infrasons.

Une récente étude épidémiologique de grande envergure menée en Allemagne a fait état d'une augmentation significative de l'incidence des maladies cardiaques dans les zones comptant de nombreuses éoliennes.

La pression acoustique est une force physique. Le Dr Bellut-Staeck a proposé un mécanisme physiopathologique impliquant la mécanotransduction – le processus par lequel les forces mécaniques sont converties en signaux biologiques – dans les cellules qui tapissent nos vaisseaux, dans la microcirculation, ainsi que dans les organes et tissus vitaux.

Dans une toute nouvelle étude, le Dr Bellut-Staeck et ses collègues ont exposé des souris à des infrasons de 1 Hz et ont constaté des modifications significatives de la vasomotion microvasculaire après une exposition répétée.

Nous disposons donc de preuves physiques, de preuves biologiques, d'un mécanisme plausible, de résultats expérimentaux et d'un signal épidémiologique.

EU CHARADE

Les preuves actuelles doivent conduire à un moratoire sur l'implantation de nouvelles éoliennes de grande taille jusqu'à ce que toutes les questions scientifiques aient été clarifiées. Commençons par mener les recherches scientifiques et impliquons les personnes qui pourraient être particulièrement vulnérables ! Le principe de précaution existe précisément pour des situations comme celle-ci.

Merci

Références :

Mattsson, K., Eriksson, G., Persson, L., Chilo, J. et Tatar, K., 2026. Modélisation efficace par différences finies de la propagation des infrasons dans des domaines 3D réalistes : validation à l'aide de mesures effectuées sur des éoliennes, *Applied Acoustics* 2026, 243, 111156.

<https://doi.org/10.1016/j.apacoust.2025.111156>

Salt et Hullar, 2010. Réponses de l'oreille aux sons à basse fréquence, aux infrasons et aux éoliennes, *Hearing Research* 2010, 268, 12-21.

<https://doi.org/10.1016/j.heares.2010.06.007>

Dastan, M., Dyminski Parente Ribeiro, E., Bellut-Staeck, U., Zhou, J. et Lehmann, C., 2026. Les infrasons et la santé humaine : mécanismes, effets et applications, *Appl. Sci.* 2026, 16, 1553.

<https://doi.org/10.3390/app16031553>

Dastan, M., Bellut-Staeck, U., Zhou, J. et Lehmann, C., 2026. Les infrasons affectent la vasomotion via une dérégulation de PIEZO1. *Medical Hypotheses*, volume 213, 2026, 112055, ISSN 0306-9877.

<https://doi.org/10.1016/j.mehy.2026.112055>

Dastan, M., Bellut-Staeck, U., Zhou, J., Scherzinger, B., Bremekam, M. et Lehmann, C., 2026. Une exposition répétée aux infrasons modifie la vasomotion chez la souris. Prépublication 2026

DOI : 10.20944/preprints202608.1927.v1

Chaban, R., Ghazy, A., Georgiade, E., Stumpf, N. et Vahl, C. F., 2021. Effet négatif des infrasons de forte intensité sur la contractilité myocardique humaine : expérience contrôlée in vitro. *Noise and Health*, 2021, 23, 109.

DOI : 10.4103/nah. NAH_28_19

Vahl et Dietz, 2026. Augmentation significative de l'incidence de l'insuffisance cardiaque et des troubles du rythme cardiaque dans les communes ayant connu un développement important de l'énergie éolienne. *Die Innere Medizin*, DGIM 2026, P-15-07.

Résumés du 132e congrès de la Société allemande de médecine interne (Deutsche Gesellschaft für Innere Medizin e. V.) | *Die Innere Medizin* | Springer Nature Lien

EU CHARADE

18 et 19 Lucia Minunno et Erica Tedino

Italie / Notre paysage est irremplaçable

Mesdames et Messieurs, chers amis, chers représentants des institutions européennes,
Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous croyons en l'Europe.

Mais nous sommes également ici parce que nous pensons que l'Europe doit nous écouter.
Nous venons d'Italie, un pays qui a accompli quelque chose de tout à fait exceptionnel.

Depuis plusieurs décennies, l'Italie a bâti une économie forte. Elle a développé une industrie importante.
Les entreprises et les produits italiens sont connus dans le monde entier.
Et pourtant, parallèlement, l'Italie a su préserver une partie extraordinaire de son patrimoine naturel et culturel.

Nos paysages, nos villes historiques, nos campagnes, nos montagnes et nos côtes ne sont pas seulement des trésors italiens.

Ils font partie du patrimoine de l'Europe. Ils font partie du patrimoine du monde.

Cet équilibre entre le développement économique et la protection de la nature, des paysages et de la culture a été l'une des grandes réussites de notre pays.

Il est si important qu'il est inscrit dans la Constitution italienne.

L'article 9 stipule que la République protège le paysage et le patrimoine historique et artistique de la nation. Elle protège également l'environnement, la biodiversité et les écosystèmes, dans l'intérêt des générations futures.

Aujourd'hui, nous pensons que cet équilibre est menacé.

Au nom de la transition énergétique, d'énormes projets éoliens et solaires envahissent la campagne italienne.

Des éoliennes industrielles, dont la hauteur dépasse parfois les 200 mètres, sont prévues sur les collines, les montagnes et dans les paysages historiques.

De grandes centrales solaires recouvrent les terres agricoles et modifient le caractère de nos campagnes.

Des lieux qui ont traversé les siècles sont transformés en l'espace de quelques mois seulement.

Et une fois ces paysages détruits, nous ne pouvons plus les reconstruire.

Une éolienne peut être remplacée.

Un panneau solaire peut être remplacé.

Un paysage détruit, en revanche, ne peut pas l'être.

Notre paysage n'est pas renouvelable.

C'est cette contradiction que l'Europe doit comprendre.

Nous ne pouvons pas protéger l'environnement en le détruisant.

Nous ne pouvons pas protéger les générations futures en les privant des paysages, de la nature et du patrimoine culturel que les générations précédentes ont préservés pour nous.

On ne peut pas qualifier n'importe quel projet de «vert» simplement parce qu'il produit de l'électricité renouvelable.

Nous devons examiner son impact environnemental réel.

Nous devons examiner où il est construit.

Nous devons examiner la superficie de terrain qu'il occupe.

Et nous devons nous demander si les avantages sont réellement proportionnés aux dommages causés.

L'Italie n'est pas un pays vide.

Son territoire est relativement petit pour une population de près de soixante millions d'habitants.

EU CHARADE

Une grande partie de notre pays est montagneuse. Une grande partie est densément peuplée. Et presque partout, on trouve des villes historiques, des sites archéologiques, des paysages protégés, des terres agricoles de grande valeur et des espaces naturels importants.

L'Europe ne peut pas appliquer la même solution partout.

Chaque pays est différent.

Chaque territoire est différent.

C'est pourquoi nous demandons aux institutions européennes de reconsidérer les politiques fondées principalement sur des objectifs de capacité installée en énergies renouvelables.

La capacité installée n'est pas synonyme d'électricité réellement produite.

Un objectif exprimé en gigawatts ne nous indique pas quelle quantité d'énergie sera réellement produite, où les installations seront construites, ni ce qui sera détruit pour les construire.

L'Europe ne doit pas se contenter d'examiner des chiffres sur un tableur.

L'Europe doit s'intéresser au territoire réel.

Elle doit tenir compte de la géographie, de la densité de population, du paysage, du patrimoine culturel, de la biodiversité et de la productivité réelle de chaque projet.

Avant tout, l'Europe doit se demander si le sacrifice environnemental et culturel est proportionné au bénéfice climatique réel.

Nous ne demandons pas à l'Europe de renoncer à la protection de l'environnement.

Nous demandons à l'Europe de protéger pleinement l'environnement.

Le climat est important.

Mais la biodiversité compte aussi.

L'agriculture est importante.

Le patrimoine culturel est important.

Et le paysage compte.

Le Pacte vert ne doit pas devenir un dogme aveugle.

Il ne peut pas nous donner le droit de détruire en quelques années ce que des siècles d'histoire nous ont légué.

Si nous agissons ainsi, les générations futures nous poseront une question très simple :

Pourquoi avez-vous détruit quelque chose qui ne pourra jamais être remplacé ?

Et nous n'aurons pas de réponse valable à leur donner.

C'est pourquoi aujourd'hui, ici à Bruxelles, nous lançons un appel simple à l'Europe :

Protégez nos paysages. Protégez notre patrimoine culturel. Respectez les différences entre les pays européens. Évaluez les bénéfices réels, et pas seulement la capacité installée. Et ne sacrifiez jamais un patrimoine irremplaçable au nom d'un avenir soi-disant vert.

Car il n'y a rien de vert dans la destruction de la nature.

Et un paysage, une fois perdu, n'a plus rien de renouvelable.

Notre paysage n'est pas renouvelable.

Merci

Lucia Minunno

Erica Tedino

Coalizione TESS

EU CHARADE

20 Jean-Michel Serres

France / Stop Green Greed – mettons fin à la cupidité verte.

Je m'exprime au nom de l'association régionale des Hauts-de-France : Stop Wind Power, et de sa présidente, Bénédicte Leclerc de Hautecloque Coste, qui nous rejoindra sous peu : elle participe ce matin à une réunion de la Commission régionale de l'énergie afin de faire entendre la voix des cinquante-deux associations locales que nous représentons.

Ma région détient le triste record d'être celle qui compte le plus grand nombre d'éoliennes en France :

- Moins de 6 % du territoire de la France métropolitaine

- 9,1 % de la population

- **Mais 25 % des éoliennes !**

En 2025, on comptait 2 476 éoliennes dans la région ; dans mon département, cela représente en moyenne plus de 31 éoliennes dans un rayon de 20 kilomètres !

Plus une région est pauvre, plus elle compte d'éoliennes !

Cela illustre le mépris dont font preuve les promoteurs de parcs éoliens envers les riverains qui doivent les supporter : les éoliennes sont de plus en plus hautes – 180, 200 mètres – et de nouveaux projets prévoient même de dépasser ces 200 mètres de hauteur totale.

Et cela entraîne bien sûr une baisse de la valeur immobilière

C'est aussi, parfois, un manque de courage et de transparence de la part de certains maires dans leurs prises de décision, alors que seuls 5 % de la valeur ajoutée générée par une éolienne restent dans la région.

Cette prolifération des mâts éoliens résulte de la cupidité des promoteurs : toujours plus d'éoliennes, toujours plus hautes, mais toujours aussi proches des habitations.

C'est un manque de scrupules : les promoteurs veulent pouvoir installer des éoliennes de plus de 200 mètres de haut à seulement 500 mètres des habitations. Il a fallu faire preuve d'une grande ténacité pour convaincre certains conseils municipaux de voter en faveur d'une distance minimale de 800 à 1 000 mètres entre les éoliennes et les habitations.

La réglementation française prévoit 500 mètres.

Or, nous entrons dans une période où le repowering va devenir un enjeu majeur, les promoteurs cherchant à installer de nouvelles éoliennes bien plus hautes, en recourant à des procédures de consultation publique simplifiées : c'est une véritable farce !

Les nuisances sonores, ainsi que la taille des rotors – plus de 150 mètres de diamètre – causent également des dommages considérables à la biodiversité.

Notre région est également confrontée à d'importants projets de panneaux solaires sur des terres agricoles.

La situation économique de nombreux agriculteurs est devenue très précaire en raison du changement climatique, mais il serait illusoire de penser – ou de laisser entendre – que la solution consiste à recouvrir les terres de panneaux solaires.

Cette solution devrait être réservée aux toits de nos bâtiments agricoles et industriels, qui utiliseront l'électricité produite pour leur propre consommation.

Notre association se bat chaque jour pour s'opposer à tous ces projets, qui ne cessent de faire grimper le prix de l'électricité, et pour défendre l'intérêt général.

Nous nous joignons au Réseau Energies Terre&Merto pour mettre un terme à ce système artificiel et absurde.

EU CHARADE

EU CHARADE

21 Gustaf Lennström

Suède | L'Europe a besoin d'un réseau électrique robuste

Europe ! Nous avons besoin d'un réseau électrique robuste ! Un réseau qui produise de l'électricité quand nous en avons besoin, plutôt que de dépendre des conditions météorologiques. C'est essentiel pour que nous restions compétitifs à l'échelle mondiale et pour nous protéger contre des risques tels que l'effondrement total du réseau qu'a connu l'Espagne l'année dernière. Nos industries et nos hôpitaux ont besoin d'électricité 24 heures sur 24, toute l'année — même pendant les périodes de faible vent et de faible ensoleillement (*dunkelflaute*).

Des milliers d'éoliennes ne produisent rien lorsqu'il n'y a pas de vent un jour, mais génèrent un excédent le lendemain — ce qui conduit souvent à ce que les exploitants soient payés simplement pour les laisser à l'arrêt.

L'électricité doit être produite, transportée et consommée en quantités précises à chaque instant ; elle ne peut pas être stockée directement, mais doit être convertie en une autre forme permettant son stockage, puis reconvertie en électricité. La fabrication du volume de batteries nécessaire pour compenser une production d'électricité dépendante des conditions météorologiques nécessiterait d'énormes ressources et entraînerait des coûts astronomiques.

L'hydroélectricité a bâti la prospérité de la Suède et alimenté notre croissance, mais nous avons déjà développé la majeure partie du potentiel exploitable tant en Suède qu'en Europe. Si nous continuons à développer la production d'électricité dépendante des conditions météorologiques, nous risquons de nous retrouver prisonniers d'une dépendance au gaz et aux autres combustibles fossiles pour combler le déficit pendant les périodes de faible vent et de faible ensoleillement.

En Suède, les décisions concernant l'utilisation des terres et de l'eau sont prises au niveau local depuis le Moyen Âge ; cependant, les partis socialistes menacent aujourd'hui de supprimer le droit de veto municipal, ce qui pourrait permettre aux entreprises éoliennes de passer outre la volonté des habitants et de détruire leur cadre de vie.

Europe, nous vous exhortons : observez ce qui se passe en Suède. Un système électrique qui ne peut pas compter sur les conditions météorologiques n'est pas un système robuste. Construisons une Europe alimentée par une énergie nucléaire fiable, régulable et sans combustibles fossiles — une énergie qui stabilise notre réseau tout en favorisant les environnements locaux et notre croissance collective en tant qu'union.

Merci.

EU CHARADE

22 La Gaume en péril

Belgique | Écocide

Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs les responsables politiques,
Je viens de la Gaume, dans le sud de la Belgique. Dans la vallée de la Semois, au sein de plusieurs communes ayant obtenu le label « Nuits étoilées », un projet prévoit l'installation de six éoliennes d'une hauteur de 286 mètres au cœur d'un espace rural exceptionnel – un parc naturel national réputé pour ses paysages et comme destination touristique.

Nous posons donc une question simple : est-ce cela, la transition énergétique ? Transformer progressivement nos campagnes en zones industrielles bruyantes ?
Nous ne sommes pas contre la transition ; nous sommes contre une politique qui avance plus vite que ne le permet son propre bilan !

Avant d'installer toujours plus d'éoliennes, de parcs solaires au sol et les inévitables turbines à gaz (émettant du CO₂) destinées à compenser l'intermittence imprévisible de ces deux sources d'énergie, nous devons calculer le coût total du système : réseaux, stockage, capacité de production réglable, occupation des sols, impacts sur la biodiversité, pollution des sols, contamination des eaux de surface et souterraines par les PFAS résultant de l'usure des pales,..., le démantèlement et, surtout, les nombreuses conséquences majeures pour les riverains.

Les contrats qui m'ont été transmis montrent que les propriétaires fonciers accueillant ces installations peuvent rester exposés à des risques juridiques, notamment en matière de conflits de voisinage, de responsabilité environnementale et de remise en état des sites.

ECOCIDE. BE est désormais pris en compte au niveau fédéral ; les régions emboîteront le pas, et les signataires de ces contrats doivent être tenus pour responsables !

Certains contrats peuvent lier un propriétaire foncier pendant plus de 60 ans, avec des restrictions sévères et très peu de possibilités de résiliation ; et à l'expiration du contrat, il existe un risque que le promoteur fasse faillite, laissant au propriétaire foncier la charge de démanteler et de tenter de recycler, à ses propres frais, une verrue industrielle !!!

Pendant ce temps, ce sont nos paysages, nos terres agricoles et nos espèces protégées — rapaces, cigognes noires, chauves-souris et oiseaux migrateurs — qui subissent le plus durement les conséquences.

Nous demandons donc un moratoire européen immédiat sur tous les nouveaux projets éoliens industriels – tant terrestres qu'offshore – ainsi que sur les centrales solaires au sol, jusqu'à ce qu'une véritable évaluation européenne, indépendante et exhaustive, ait été menée : couvrant les aspects économiques, énergétiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et territoriaux.

Combien cela coûte-t-il réellement ? Quelle quantité de CO₂ permet-on réellement d'éviter ? Et combien d'autres territoires devront encore être sacrifiés ?

La transition énergétique ne doit pas se transformer en une industrialisation forcée de l'Europe rurale.
Avant d'en installer davantage, publiez d'abord les chiffres réels.

« Non à la transformation de nos campagnes en zones industrielles », « cessez de prendre des décisions avant d'avoir mesuré » et « publiez d'abord les chiffres réels ».

EU CHARADE

23 Brenda Dowling

Irlande | Santé publique et données SCADA

Mesdames et Messieurs, membres du Parlement européen,

Je m'exprime aujourd'hui au nom des riverains des parcs éoliens irlandais — et des communautés qui sont sur le point de devenir des communes d'implantation de parcs éoliens.

Nous nous opposons à un système dans lequel on attend des communautés qu'elles acceptent un développement industriel alors que leurs préoccupations légitimes sont ignorées par le gouvernement et les pouvoirs publics.

Nos trois chefs de gouvernement ont déjà reconnu l'existence du problème.

En 2013, le Taoiseach Micheál Martin a déclaré : « Les répercussions sur la santé sont bien réelles. »

En 2025, le Tánaiste Simon Harris a déclaré que « les plaintes des riverains des parcs éoliens sont fondées ».

Et le ministre Sean Canney a déclaré : « Nous parlerons de santé, car tout le reste n'est que platitudes. »

Ce sont là des propos importants.

Mais pour les communautés vivant à proximité des parcs éoliens, les paroles ne suffisent pas.

Dans le comté d'Offaly, les riverains des parcs éoliens se plaignent depuis des années. Même après que l'organisme national de santé irlandais, le HSE, a demandé aux autorités locales de vérifier si les parcs éoliens respectaient les normes sonores, le Conseil du comté d'Offaly a toujours refusé d'enquêter sur cette conformité.

À Limerick, un riverain d'un parc éolien s'est vu signifier que sa plainte relative au bruit ne pouvait être prise en compte.

Dans un autre cas, le Conseil de Limerick a lui-même confirmé qu'un parc éolien n'était pas conforme aux normes en matière de bruit.

Le voisin le plus proche se trouve à seulement 320 mètres d'une éolienne.

Et pourtant, aucune mesure coercitive efficace n'a été prise.

Telle est la réalité à laquelle sont confrontés les riverains des parcs éoliens irlandais.

Il n'y a pas de contrôle effectif.

Il n'y a pas de surveillance sanitaire significative.

Et la responsabilité est renvoyée d'une autorité publique à une autre.

Il en résulte que les parcs éoliens peuvent fonctionner dans ce que les communautés perçoivent comme une impunité.

Pendant ce temps, nos enfants se réveillent fatigués pour aller à l'école.

Nos voisins âgés comptent parmi les plus touchés.

Les familles subissent les conséquences de décisions prises au nom de la transition écologique, tandis que les autorités chargées de les protéger restent inactives.

On nous dit qu'il s'agit d'« éoliennes vertes ».

Mais il n'y a rien de vert à détruire le tissu social d'une communauté tout en refusant d'enquêter sur les conséquences.

EU CHARADE

Nous sommes ici à Bruxelles car il ne s'agit pas simplement d'un litige d'urbanisme local.
C'est une question de gouvernance, de responsabilité, de santé publique et d'État de droit.

Nous manifestons parce que nos régulateurs ne régulent pas.

Parce que les fonctionnaires ne sont pas tenus de rendre des comptes.

Et parce que nos responsables politiques ne gouvernent pas.

L'Irlande ne peut pas exiger que les communautés rurales supportent le poids de la transition énergétique tout en leur refusant une protection efficace lorsque les choses tournent mal.

Nous vous demandons d'écouter les personnes qui vivent à proximité de ces projets.

Et pas seulement aux promoteurs.

Pas seulement en ce qui concerne les objectifs en matière d'énergie verte.

Écoutons nos voisins.

Car la transition écologique doit aussi être une transition juste.

Et il ne peut y avoir de transition juste lorsque les personnes qui vivent à proximité des infrastructures n'ont pas de voix au chapitre, ne bénéficient d'aucun contrôle sanitaire efficace et ne disposent d'aucun moyen de faire respecter la loi.

Merci.

EU CHARADE

24 Katarína Ondrušová

Slovaquie et République tchèque | Respectez nos pays et nos peuples

Chers amis, chers citoyens d'Europe,

Aujourd'hui, nous sommes ici réunis pour défendre la Slovaquie et la République tchèque.

Le progrès et les énergies modernes font partie de notre avenir. Mais le progrès doit respecter les personnes. Il doit respecter leur santé et la terre qu'elles considèrent comme leur foyer.

Une simple directive ne peut décider de l'avenir de millions de personnes depuis un bureau.

Elle ne peut pas accélérer des projets sans tenir compte des conditions locales ni de la volonté de la population.

Aucun investissement, aucun intérêt économique et aucun objectif politique ne doit jamais se faire au détriment de la santé des personnes ou de la protection de notre territoire.

C'est pourquoi aujourd'hui, depuis la Slovaquie et la République tchèque, nous adressons un message clair à l'Europe :

Respectez nos pays.

Respectez le droit des citoyens à décider de ce qui se passe là où ils vivent.

Et surtout, respectez les citoyens !

Car il existe une ligne à ne jamais franchir :

la protection de la santé des citoyens et de notre territoire.

Merci beaucoup.

Cordialement,

Katarína Ondrušová

EU CHARADE

25 Bjarne Jensen

Norvège | Actions juridiques et participatives

Chers amis,

Je m'appelle Bjarne Jensen, je fais partie de Motvind Norvège et je dirige une section locale de Motvind dans le sud-ouest de la Norvège. Motvind Norvège est une association environnementale qui compte des adhérents et dont l'objectif est de protéger la nature et les populations contre les éoliennes en Norvège. En 2018, un vaste programme de développement et d'installation d'éoliennes a été lancé. Il est rapidement apparu que ce « développement » détruisait la nature, tuait les oiseaux, ravageait les montagnes et avait des effets très néfastes sur la santé des personnes vivant à proximité des éoliennes. Motvind Norge a donc été créée en 2019 pour mettre un terme à tout développement éolien dans la nature norvégienne, protéger la biodiversité et venir en aide aux riverains et aux propriétaires fonciers qui se sentent bafoués par les promoteurs.

Nous menons plusieurs types d'actions :

Empêcher physiquement les pelleteuses, les engins de chantier et les camions d'accéder aux chantiers de construction des éoliennes

Intenter des actions en justice pour contester la validité des autorisations d'exploitation éolienne accordées.

Participation aux audiences publiques au Parlement et au sein des conseils municipaux.

La publication de documents détaillés lors des audiences publiques afin de documenter les conséquences négatives des éoliennes

Organisation de réunions publiques auxquelles les riverains, les promoteurs et les responsables politiques peuvent participer et échanger.

Participer aux débats diffusés à la télévision nationale et régionale et dans la presse écrite.
Mesurer et documenter à la fois les bruits audibles et les infrasons.

Nous avons connu une forte croissance du nombre de nos adhérents, portée par un engagement local très fort. Nous comptons désormais plus de 24 000 membres et disposons d'organisations locales dans toute la Norvège.

Suite à la vague massive de protestations locales vers 2018, le gouvernement a suspendu tous les nouveaux projets d'éoliennes. Il y a environ trois ans, le Parlement a modifié les lois nationales et locales afin de donner plus de pouvoirs aux conseils municipaux. Depuis lors, aucun permis de construction de nouvelles éoliennes n'a été accordé en Norvège. Cependant, il y a environ quatre semaines, le gouvernement a proposé de revenir sur ces lois. Il espère que cela permettra de relancer le développement des parcs éoliens.

Motvind Norge continuera toutefois à lutter contre ce changement.

Nous soutenons l'efficacité énergétique, la modernisation des installations hydroélectriques existantes, l'énergie géothermique, les pompes à chaleur eau-eau et autres solutions similaires.

Merci

EU CHARADE

26 Dieter Bernard Hahn

Allemagne | Actions juridiques et participatives

Bonjour à tous, je suis ravi d'être ici à Bruxelles, et je vais m'exprimer dans ma langue maternelle en m'exprimant de manière très claire.

Tout d'abord, j'aimerais que vous voyiez à quel point une voiture est grande par rapport à une pale d'éolienne moderne.

Chers députés européens, regardez bien ! Voici la taille réelle, à l'échelle 1:1, sur une échelle de 1:87. Une pale de 81 mètres de long ou une voiture.

Je vais poser ça par terre.

Donc, chers amis, nous avons un très gros problème en Europe.

Nous avons un problème de bureaucratisation.

Nous pouvons vendre n'importe quoi partout dans le monde.

Il n'y a qu'une seule chose que nous ne parviendrons jamais à faire : vendre notre bureaucratie à qui que ce soit d'autre.

Personne n'en veut plus.

Notre problème, c'est que trop de gens se mêlent de nos affaires, des affaires du peuple souverain.

Les lobbyistes ont réussi, avec l'aide de parlementaires – notamment en Allemagne, avec Robert Habeck, je tiens à le préciser clairement ici – et d'Ursula von der Leyen, à nous considérer comme des proies.

Nous sommes exploités, et ce, avec un fardeau fiscal sans fin.

La politique énergétique avec la « transition énergétique » – même si on n'a même pas le droit de dire « transition énergétique ». La « transition énergétique » est une parodie de ce mot.

On ne peut pas « faire la transition » en matière d'énergie.

L'énergie doit être produite quand on en a besoin ; elle doit déjà être prête et disponible.

Et cela ne fonctionne que si, parallèlement au réseau électrique instable et à l'énergie solaire peu fiable – et aujourd'hui, c'est encore cette énergie solaire peu fiable –, nous disposons également de centrales de secours qui fonctionnent réellement et doivent tourner en continu.

Cela signifie que nous sommes confrontés à un double fardeau.

Qu'en est-il de cette « neutralité climatique » ?

Sommes-nous à l'origine du changement climatique d'origine humaine ?

Oui, bien sûr, ce sont les Européens qui en sont responsables, ce sont les parlements, ce sont les dirigeants – ce sont eux les responsables. Pourquoi ?

EU CHARADE

Parce que nous disposons d'un double système de production d'énergie.

En conséquence, nous disposons d'une abondance d'électricité ; nous devons nous en débarrasser – il y en a déjà bien trop. Je demande un moratoire sur la construction de nouvelles éoliennes et sur la planification de nouveaux parcs éoliens à travers l'Europe jusqu'à ce que le réseau électrique européen soit mis en place pour pouvoir acheminer cette électricité.

Si nous ne parvenons pas à faire comprendre à nos parlementaires que nous sommes nombreux – de nombreuses personnes bien intentionnées, qui protègent la nature –, nous voulons protéger nos enfants.

Si nous n'y parvenons pas, alors nous aurons perdu, mais nous ne serons pas perdus.

Nous irons les voir et nous leur dirons ce qu'ils doivent faire.

Et je le répète ici très clairement : j'appelle à un moratoire sur l'octroi de nouvelles autorisations pour les parcs éoliens et les centrales solaires.

Ouais !

Arrêtez vite !

Arrêtez tout de suite !

Merci beaucoup de m'avoir écouté.

Merci.

EU CHARADE

27 François Cousin

Belgique | Ce que nous demandons

Mesdames et Messieurs les députés européens,
Mesdames et Messieurs les députés européens,

Nous sommes des citoyens issus de dix-sept pays européens, représentés ici aujourd'hui.
Nous vous posons une question simple mais urgente :
Notre politique énergétique est-elle réellement efficace ?

LES FAITS

Après trente ans d'investissements massifs et d'engagement politique,
les chiffres nous le montrent clairement :

L'éolien et le solaire ne couvrent que 3 % de l'énergie mondiale.
Les combustibles fossiles représentent toujours 86 %.
L'Europe a réduit ses émissions de 504 millions de tonnes.
Le reste du monde a émis 3 008 millions de tonnes supplémentaires.
Nous produisons 6,9 % des émissions mondiales.

La conclusion est mathématique :
Nos efforts sont très coûteux pour un impact pratiquement nul sur le climat mondial.
Mais ils ont un effet bien réel : sur le pouvoir d'achat de nos citoyens
et sur la compétitivité de notre industrie.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Regardez les factures d'électricité européennes : elles sont deux fois plus élevées que celles des Américains,
50 % plus élevées qu'en Chine.

Nos éoliennes de 250 mètres ne fonctionnent que 20 à 30 % du temps.
Et le soleil ne brille pas la nuit. Et le terme « Dunkelflaute » n'est pas une expression vaine.

Cette intermittence oblige nos gouvernements à financer en permanence
des solutions de secours, le stockage, le renforcement du réseau,
et des lignes à haute tension surdimensionnées.

Et pendant ce temps, nos paysages s'industrialisent.
Nos terres agricoles disparaissent au profit de parcs solaires.
Nos villages subissent un bruit constant, des infrasons,
des troubles du sommeil et d'un stress chronique.

LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES

Le Green Deal, mal étudié et mal mis en œuvre, détruit
la compétitivité de nos entreprises.

Une énergie trop chère entraîne la fermeture de nos usines et contribue à des pertes d'emplois massives.
À elle seule, Volkswagen annonce la suppression de 100 000 emplois.

EU CHARADE

Les mouvements sociaux se multiplient. Les citoyens, appauvris et désespérés, se détournent de nos institutions et cherchent des solutions ailleurs.

La montée en puissance des partis extrémistes, tant de droite que de gauche, n'est pas une excentricité politique : c'est le symptôme d'une crise existentielle.

Nous sommes confrontés à une menace réelle pour la survie de notre démocratie européenne.

L'EXEMPLE ALLEMAND

L'Allemagne a mené sa transition énergétique avec détermination et a atteint ses objectifs en matière d'énergies renouvelables.

Mais comme le montre le rapport McKinsey récemment publié sur la situation énergétique de l'Allemagne le montre, ce pays a échoué dans ses deux autres objectifs :

les prix de l'électricité ont fortement augmenté.
Les émissions de CO₂ ont augmenté depuis la fermeture de ses centrales nucléaires en 2023.

Cela prouve que les investissements massifs dans les énergies renouvelables intermittentes ne produisent pas les résultats promis.

CE QUE NOUS EXIGEONS

- (1) Soumettre chaque mesure politique à une analyse coûts-bénéfices honnête, exprimés en euros réels payés par nos citoyens.
- (2) Une véritable neutralité technologique : évaluer toutes les sources d'énergie en fonction des résultats mesurés, et non de préférences politiques.
- (3) Transparence totale : présenter le coût global du système — solutions de secours, intégration au réseau, lignes à haute tension surdimensionnées, stockage, régulation — et pas seulement les coûts de production.
- (4) Prendre en compte les préoccupations légitimes des communautés rurales.
Évaluer sérieusement les impacts des infrasons sur la santé.
Protéger nos paysages et notre biodiversité.
- (5) Remettre au cœur de la politique énergétique la souveraineté énergétique, l'abondance, la sécurité, l'accessibilité et le caractère abordable.
C'est la condition de notre compétitivité et de notre cohésion sociale.

CONCLUSION

Vous êtes les gardiens de la démocratie européenne.
Vous détenez le pouvoir. Nous avons besoin que vous agissiez maintenant, pas demain.
Les données sont claires. L'urgence est réelle.
La survie de nos institutions en dépend.
Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il est temps que vous les écoutiez.